

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25<sup>ème</sup> année - N°4760 - Jeudi 28 Novembre 2024 - Prix : 200 Fc

EDUCATION ET MEDIAS NUMÉRIQUE :

## Bientôt des modules sur les médias en ligne



Education et médias numériques.

INTERVIEW :

**Colonel Abdallah Rafick :**  
*"La grande mission est la réhabilitation  
des infrastructures stratégiques"*

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**24 Djamadul Awal 1446**

**Prières aux heures officielles  
Du 26 au 30 Novembre 2024**

**Lever du soleil:**

**05h 32mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 17mn**

Fadjr : 04h 19mn

Dhouhr : 11h 58mn

Ansr : 15h 32mn

Maghrib: 18h 20mn

Incha: 19h 34mn



## INTERVIEW :

## Colonel Abdallah Rafick :

**"La grande mission est la réhabilitation des infrastructures stratégiques"**

Pour connaître un peu plus le travail acharné des hommes du colonel Soilihi Abdallah Rafick et comment l'institution gère les cas de catastrophes naturelles, La Gazette des Comores s'est rapprochée du directeur général de la sécurité civile. Il a accepté de répondre à nos questions.

**Question : Quels sont les principaux défis auxquels les communautés en particulier de Ngazidja font face lors des inondations, et comment la DGSC gère l'urgence ?**

**Colonel Rafick :** Lors des inondations, les communautés toutes îles confondues, font face à plusieurs défis majeurs. D'abord l'inondation des habitations, citernes et latrines, augmentant les risques sanitaires à savoir les maladies hydriques (choléra, typhoïde) et les maladies dues à la stagnation des eaux (paludisme et dengue) causées par la contamination des sources d'eaux. Ensuite la destruction des cultures agricoles, pertes de cheptel, déplacement de familles. Et enfin les dégâts sur les infrastructures essentielles : routes, écoles, hôpitaux, ponts et télécommunications.

En ce qui nous concerne, plusieurs solutions sont proposées par la sécurité civile comme la distribution de kits alimentaires, d'eau potable et d'ustensiles de base aux familles déplacées, le nettoyage et la désinfection des citernes, maisons et établissements scolaires inondés et la mise en place de dispositifs de lavage des mains et campagnes de sensibilisation sur l'hygiène. La grande mission est la réhabilitation des infrastructures stratégiques pour prévenir les risques futurs.

**Question : Quelles mesures en cas d'alerte d'une éruption volcanique ?**

**Colonel Rafick :** Depuis mon arrivée à la DGSC, plusieurs mesures ont été prises pour informer et protéger les populations face aux risques du Karthala. Nous avons mis en place un plan de secours spécifique Karthala (PLAN KARTHALA), qui définit les niveaux d'alerte pour informer la population selon le type d'é-

ruption, prévoit des procédures d'alerte et de secours pour réduire les impacts des éruptions et identifie les moyens humains et matériels nécessaires. Après, nous avons défini des zones et des plans d'évacuation, en commençant par la délimitation des zones d'évacuation et l'élaboration d'un plan en cours d'actualisation.

Il y a eu surtout le renforcement institutionnel par l'adoption de cadres légaux (la Plateforme nationale de réduction de risques de catastrophes, la Stratégie nationale de réduction de risque de catastrophes, le Fonds national d'urgence et de résilience en attente de signature, la Loi sur la Gestion de risques de catastrophes) tout cela pour mieux se préparer aux urgences.

**Question : La gestion des risques naturels aux Comores, est-elle suffisamment coordonnée entre les autorités locales, la sécurité civile et les partenaires internationaux ?**

**Colonel Rafick :** La gestion des risques naturels aux Comores repose sur une plateforme nationale, conçue comme un mécanisme de coordination multisectorielle et multidisciplinaire pour la réduction des risques de catastrophe (RRC), avec la participation des parties prenantes nationales et insulaires.

Cependant, plusieurs améliorations sont nécessaires notamment de commencer par renforcer l'inclusive en intégrant activement tous les intervenants concernés. Puis organiser des réunions régulières pour maintenir une dynamique de concertation continue. Et surtout optimiser la participation pour essayer de remplacer les membres peu engagés par des acteurs plus impliqués. Toutefois, je reste convaincu que la planification repose sur la mobilisation davantage de ressources pour garantir des financements adaptés à la mise en œuvre des actions. Et améliorer la communication pour favoriser un échange efficace d'informations entre les parties prenantes.

**Question : Comment la sécurité civile contribue-t-elle à sensibiliser et à former les**

**communautés pour réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles ?**

**Colonel Rafick :** La sécurité civile étant l'entité nationale de Gestion des risques de catastrophes, elle remplit activement son rôle lié à la prévention des risques en sensibilisant et en formant les communautés villageoises à plusieurs reprises, afin de réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. Pour assurer cette sensibilisation, la DGSC mène des activités, telles que former des populations vulnérables (les femmes, les personnes vivants avec handicap, les personnes âgées et les jeunes) sur la compréhension des messages d'alerte précoce.

Nous avons opté à l'organisation des campagnes de sensibilisation dans les villages écoles et centres communautaires pour informer sur les risques spécifiques et les actions à entreprendre en conséquence. Mais aussi à renforcer leurs capacités en leur permettant de jouer un rôle de relais actif et fiable en attendant l'intervention de la sécurité civile en cas de crise. Et d'inculquer un sentiment de responsabilité collective sur l'implication des communautés dans les activités de réduction des risques de catastrophes pour renforcer leur résilience.

**Question: Quels sont les principaux besoins en termes de ressources humaines, matérielles ou financières pour renforcer la gestion des risques naturels ?**

**Colonel Rafick :** Pour renforcer la gestion des risques naturels aux Comores, les besoins prioritaires sont, concernant les ressources humaines, former les acteurs locaux en gestion des risques et recruter pour combler les lacunes dans les domaines critiques comme la planification, la prévention, l'ingénierie et la réponse aux crises. Pour les ressources matérielles en nous fournissant des équipements modernes (un vecteur aérien, un vecteur maritime, des systèmes d'alerte, un satellite, des outils de cartographie, kits d'urgence) et avoir des entrepôts stratégiques de matériel de premiers



Colonel Soilihi Abdallah Rafick, Directeur de la Sécurité civile.

secours capables de prendre en charge 5000 familles dans la réponse à l'urgence et d'intervenir sur au moins 3 théâtres d'opération en même temps. Et au niveau des ressources financières, mobiliser durablement des fonds via le FNUR et des partenariats avec des bailleurs pour soutenir les actions de prévention, de préparation et de réponse.

Je voudrais à ce titre saluer infiniment le chef de l'Etat, Azali ASOUMANI, qui lors des sommets de l'Union Africaine en février dernier et lors du dernier sommet Corée-Afrique, a porté personnellement nos projets et plaidé en notre faveur auprès des bailleurs, à ce jour nous commençons à voir les retombées, c'est dire la rapidité de nos partenaires financiers et l'efficacité du Président dans ses négociations.

Propos recueillis par  
Mohamed Ali Nasra

## TRAITEMENT DE MASSE CONTRE LE PALUDISME :

## Moroni cible prioritaire

Dans le cadre de la lutte contre le paludisme à Ngazidja, une réunion de sensibilisation s'est tenue ce mardi 26 novembre à Ngazi Ngomé. Organisée par le gouvernorat de Ngazidja en collaboration avec le programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) et une équipe chinoise, cette initiative vise à sensibiliser la population au lancement d'une campagne de traitement de masse. Le projet cible prioritairement la capitale Moroni, identifiée comme un foyer majeur de la maladie. En plus des traitements, une distribution de moustiquaires imprégnées est prévue, accompagnée d'une mobilisation des chefs de quartier et des responsables locaux.

Une réunion de sensibilisation s'est tenue ce mardi 26 novembre à Ngazi-Ngome à Moroni. Cet événement, qui rentre dans le cadre de la lutte contre le paludisme a été organisé par le gouvernorat de Ngazidja en collabora-



Traitement de masse contre le paludisme.

tion avec une équipe chinoise spécialisée et le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP). Il a pu mobiliser entre autres les chefs des quartiers de Moroni, la mairie et le préfet. L'objectif principal était de sensibiliser l'opinion publique sur le lancement imminent d'une campagne de traitement de masse contre le paludisme dans la capitale. Le traitement utilisera « Artequic », qui a été présentée comme une solution efficace pour éradiquer cette maladie qui persiste à Ngazidja. Lors de son intervention, Farid Mkavavo, secrétaire général intérimaire au gouvernorat, a souligné : « Le paludisme est devenu une mal-

adie dangereuse dans ce pays. Plusieurs citoyens souffrent encore malgré les efforts fournis par le gouvernement. Cette réunion nous permet de réfléchir à des stratégies pour combattre cette maladie, surtout à Moroni, qui reste le foyer principal ».

Un calendrier a été établi pour cette campagne qui débutera les 5 et 6 décembre à Moroni avant de s'étendre à d'autres localités prioritaires. L'objectif ultime est de mettre fin à cette maladie d'ici 2025. La campagne prévoit la distribution de moustiquaires imprégnées et des traitements de masse. Selon Ramzati Soulé Saïd, entomologiste

au PNLP, « les localités ciblées ont été sélectionnées sur la base de données indiquant une forte prévalence de cas de paludisme. Nous commencerons à Hamahame-Mboikou avant de progresser vers d'autres zones ».

Le rôle des chefs de quartier est décisif pour relayer l'information et mobiliser les populations. Ces derniers se sont engagés à veiller à ce que les moustiquaires et les traitements soient utilisés efficacement. Maoulida Ben Ousseine, secrétaire général à la mairie de Moroni, a insisté sur la responsabilité partagée dans la recrudescence des cas de paludisme. « Il faut revoir le programme pour s'assurer que les campagnes touchent tous les ménages. Nous devons également impliquer les ulémas pour sensibiliser davantage la population », insiste-t-il. Il a plaidé pour une stratégie de sensibilisation renforcée dans la capitale.

Outre la sensibilisation, une formation a été organisée pour les agents de santé communautaire, les recenseurs et les distributeurs.

Celle-ci visait à renforcer leurs compétences, notamment dans le dénombrement des ménages pour garantir une distribution équitable des moustiquaires. Les données disponibles étant obsolètes, leur mise à jour est essentielle pour que tous les ménages concernés puissent en bénéficier.

Plusieurs intervenants ont exprimé leurs attentes. Le chef de Moroni Sud a évoqué la question de la salubrité, qui favorise la propagation du paludisme. « Les problèmes de gestion des déchets doivent être résolus pour réduire les risques », dit-il. Un représentant de l'équipe chinoise a identifié trois problèmes majeurs freinant la lutte contre le paludisme à Ngazidja à savoir le manque de responsabilité entre les différents acteurs, l'absence de confiance et la gestion inefficace des ressources. Le lancement officiel de la campagne aura lieu le 5 décembre à Itsandra, soit dans une semaine.

Ibnou M. Abdou

## EDUCATION ET MEDIAS NUMÉRIQUE :

**Bientôt des modules sur les médias en ligne**

*Un atelier sur « la place de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) » s'est tenu à l'Alliance française de Moroni du 25 au 26 novembre. Organisé par l'ONG Dayima en collaboration avec le ministère de l'Éducation et l'ambassade de France, cet événement a exploré les enjeux des médias numériques et la possibilité d'intégrer des modules d'éducation aux médias dans le système éducatif comorien. L'objectif est de doter les jeunes d'un esprit critique et analytique face aux informations circulant en ligne.*

L'ONG Dayima en collaboration avec le ministère de l'éducation et l'ambassade de France, a organisé un atelier de deux jours sur « la place de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) ». Cet événement a réuni des

professionnels des médias, des décideurs du ministère de l'Éducation et des directeurs d'établissements scolaires pour réfléchir sur les opportunités et les menaces des médias en ligne. L'objectif est de développer un esprit critique, analytique et évaluatif chez les jeunes Comoriens face aux informations véhiculées par ces outils modernes.

Dans un monde dominé par les plateformes numériques et les réseaux sociaux, l'éducation dans les médias devient cruciale. À travers ce projet EMI, les partenaires visent à doter les jeunes d'outils leur permettant de naviguer de manière sécurisée et intelligente dans cet environnement complexe. Le programme prévoit notamment de former les jeunes à détecter les fausses nouvelles (fake news), à reconnaître la censure et la propagande, ainsi qu'à identifier les théories du com-

plot. Comme l'explique un représentant de l'ONG Dayima : « Ce projet vise à sensibiliser et à former 600 jeunes sur les opportunités et les menaces liées aux technologies numériques et aux médias ».

L'atelier, qui se déroule sur deux jours, ne se limite pas à la formation des jeunes. Il cible aussi les décideurs, les enseignants et les directeurs d'établissements scolaires. Cette approche inclusive vise à garantir que les connaissances acquises soient relayées efficacement aux futures générations. « Nous travaillons à créer un pont entre les institutions éducatives et les médias pour implanter ces modules dans les programmes scolaires », précise Saïd Youssouf Ali, secrétaire général adjoint du ministère de l'éducation nationale. Et lui d'annoncer une autre formation dans l'avenir notamment un renforcement

de capacités au niveau des encadreurs pédagogiques dans toutes les îles.

En collaboration avec l'ambassade de France, l'ONG Dayima met l'accent sur le renforcement des capacités des professionnels des médias et des décideurs éducatifs. « En équipant les formateurs et les jeunes d'outils pour analyser et évaluer les contenus médiatiques, nous contribuons à une société comorienne mieux informée et plus résiliente », ajoute l'ONG. Ce programme s'inscrit dans une stratégie globale visant à moderniser le système éducatif comorien. En effet, introduire des modules sur les médias en ligne dans le curriculum national pourrait transformer la manière dont les jeunes accèdent à l'information et interagissent avec celle-ci. Les ateliers interactifs incluent des discussions sur des sujets variés, tels que

la différence entre information et désinformation, la protection de la vie privée en ligne et les bonnes pratiques pour utiliser les médias à des fins constructives.

Un rapport synthétisant les discussions et les recommandations sera par la suite présenté aux autorités pour décider de l'intégration de ces modules dans le système éducatif. Cette initiative pourrait faire des Comores un modèle régional en matière d'éducation aux médias et à l'information. En réunissant divers acteurs autour de la question des médias en ligne, le ministère de l'éducation nationale, l'ONG Dayima et l'ambassade de France ouvrent la voie à une transformation significative de l'éducation comorienne.

Ibnou M. Abdou

## AGRICULTURE :

**Agriculteurs et pêcheurs accompagnés à la recherche des solutions**

*Le gouvernorat de Mohéli appuyé par l'UICN (union internationale pour la conservation de la nature) a invité à Bonovo (siège du gouvernorat), les agriculteurs et pêcheurs de l'île pour plancher sur les difficultés, mais surtout les solutions pour ce secteur en régression permanente. C'était aussi l'occasion pour ces agriculteurs d'être sensibilisés sur les avantages des aires gérées localement et des solutions fondées sur la pêche et de l'agriculture au changement climatique.*

Le gouvernorat de Mohéli a sollicité l'UICN dans le cadre du projet ReSea (régénérer le paysage marin pour les personnes, le climat et la nature) pour les accompagner dans la recherche des solutions aux problèmes ren-

contrés par les agriculteurs et pêcheurs de l'île. Et ce, après avoir constaté les difficultés que ces derniers rencontrent notamment sur les impacts liés au changement climatique.

Des formateurs comoriens, des spécialistes, des chercheurs mais aussi des praticiens dans le domaine du changement climatique et celui de la pêche et de l'agriculture durable ont passé deux jours du 20 au 21 novembre 2024 à Bonovo Mohéli avec les agriculteurs et pêcheurs de 24 localités de l'île. C'est pour former ces paysans et pêcheurs sur les techniques durables. Tous les participants ont travaillé par groupe sur l'identification des problèmes et aussi des solutions. Une feuille de route a été élaborée, selon Saïd Ahamada chargé de la gouvernance, au sein de l'UICN, pour les deux prochaines années afin d'opération-



Agriculteurs et pêcheurs accompagnés à la recherche des solutions.

naliser les solutions qui ont été proposées.

Les écosystèmes marins et côtiers de la région de l'océan indien occidental sont de plus en plus vulnérables, sous l'impact de l'urbanisation, de la croissance démographique et de changement

climatique entre autres facteurs. Le projet ReSea, selon les responsables, se dresse comme une réponse à ces menaces en promouvant des paysages marins durables qui renforcent la résilience climatique et stimulent le développement socio-économique des communautés

côtiers, notamment la région de l'océan indien occidentale dont le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, les Comores et Madagascar.

Riwad

## CLIMATE SHOW :

**Un spectacle pour l'engagement des jeunes dans l'action climat**

*La commission de l'océan Indien (COI) à travers le ministère des affaires étrangères*

*du pays et l'Union européenne (UE) ont organisé à l'Alliance Française de Moroni le spectacle « Climate Show » pour célébrer quarante ans de partenariat passés à promouvoir des actions visant à sauver la terre contre les aléas de la nature. Pour la première fois, Moroni a célébré ce spectacle climatique.*

Au bénéfice de la jeunesse comorienne considérée comme le moteur du changement climatique, l'événement « Climate Show » a eu lieu dans la capitale après Seychelles, La Réunion et l'île Maurice. Cette action va se poursuivre dans les prochains mois à Madagascar. Climate Show est une aventure environnementale organisée par l'Union européenne et la Commission de l'o-

céan Indien à travers le ministère des affaires étrangères. Lors de ce spectacle à Moroni, Madame Norena, émissaire du ministre des affaires étrangères s'est exprimée devant la presse.

« Nous avons la chance de bénéficier de l'appui de la commission de la COI et de ses partenaires pour améliorer nos capacités de résilience, de prévention, de prévision et d'intervention. Je tiens à féliciter à l'occasion la COI et l'Union européenne pour l'organisation du Climate Show dans notre pays pour marquer les 40 ans d'un partenariat fructueux et solide », dit-elle. Ce spectacle est constructif, a-t-elle poursuivi dans son allocution, pour interpeller, pousser à l'action et rappeler que la jeunesse de notre pays et le premier moteur du changement.

L'organisation du spectacle s'inscrit dans le prolongement de l'actualité mondiale qui a été marquée par la COP29 à Bakou. Le spectacle veut apporter des solutions contre les aléas de la nature comme l'érosion des plages, le blanchiment des coraux, l'augmentation des vagues et les cyclones. L'aventure « Climate Show » a pour but d'explorer les défis et les solutions liés au changement climatique avec l'intelligence artificielle GAIA. Les participants ont vécu le spectacle grâce aux témoignages de scientifiques et d'influenceurs inspirants à travers l'intelligence artificielle GaIA qui a poussé les participants à exprimer, à voter en direct avec des boîtiers et à devenir le moteur du changement !

Kamal Gamal



## SYMPOSIUM SUR LES MÉDINAS DES SULTANATS HISTORIQUES :

## Un engagement collectif pour le patrimoine

Le centre national de documentation et de recherche scientifique (CNDRS) a organisé en partenariat avec l'ambassade de France et sous la double tutelle des ministères de l'éducation et de la Culture ce mardi 26 novembre, un symposium sur les médinas des sultanats historiques des Comores. ce symposium va permettre de jeter les bases d'une gestion durable de ce patrimoine et de contribuer à l'inscription des médinas au patrimoine mondial de l'UNESCO avant février 2025.

C'est dans le cadre de la clôture des activités du projet FSPI-Patrimoine que cet événement s'inscrit. La cérémonie d'ouverture a été marquée par les interventions de trois figures majeures comme le directeur général du CNDRS, le secrétaire général du ministère de l'éducation et le maire de Moroni. D'emblée, le directeur du CNDRS Toiwilou Mzé Hamadi, a ouvert le symposium avec un discours empreint de gratitude et de détermination. Il a souligné l'importance des médinas comme symboles de l'identité culturelle comorienne et de l'histoire des échanges internationaux de l'archipel. « Les médinas des sultanats comoriens ne sont pas de simples sites historiques. Elles incar-

nent l'essence même de notre identité culturelle et les savoir-faire uniques qui ont façonné notre société ». Il a également rappelé les efforts réalisés grâce au projet FSPI pour préserver et valoriser ces trésors patrimoniaux, tout en exprimant sa reconnaissance envers les partenaires, « ensemble, nous écrivons une nouvelle page de l'histoire des médinas des sultanats comoriens ».

Le secrétaire général du ministère de l'éducation, Said Soulé quant à lui, a dressé un portrait saisissant de la situation actuelle de la médina de Moroni. Il a évoqué les défis liés à la dégradation des bâtisses et a insisté sur la nécessité de revitaliser ces espaces à travers des projets concrets comme le FSPI Patrimoine. « À travers ce projet, nous avons pu initier des actions concrètes de sauvegarde et redonner vie à ces espaces qui, longtemps, ont servi de carrefours de rencontres et d'échanges ». Il a également mis l'accent sur l'objectif central de ce symposium : « les restitutions, tables rondes et discussions prévues permettront non seulement de jeter les bases d'une gestion durable de ce patrimoine, mais surtout de contribuer à l'inscription des médinas au patrimoine mondial de l'UNESCO avant février 2025 ».

Le Maire de Moroni Abdoufatah Said, a souligné le



Symposium sur les Médinas des Sultanats.

rôle historique de la capitale dans l'identité comorienne. Il a expliqué que la médina de Moroni est bien plus qu'un simple lieu physique, mais un témoignage vivant de l'identité et des échanges séculaires des Comores avec le monde. « Moroni, notre capitale, porte en elle l'âme des Comores. Sa médina, avec ses ruelles étroites, ses murs chargés d'histoire, ses mosquées ancestrales et ses traditions vivantes, est bien plus qu'un lieu physique. C'est un témoignage vivant de notre identité et de nos échanges séculaires avec le monde », explique-t-il. Il a salué l'initiative du CNDRS et le soutien de l'ambassade de France dans ce processus, tout en soulignant l'importance

de transmettre ce patrimoine aux générations futures. « Ce symposium constitue une opportunité précieuse pour rassembler chercheurs, décideurs, partenaires internationaux et acteurs locaux autour d'un objectif commun qui est la préservation, la restauration et la transmission de ce patrimoine ».

Notons que ce symposium, qui se déroule sur deux jours, propose un programme diversifié à savoir les présentations d'études historiques et anthropologiques, discussions thématiques, expositions et ateliers collaboratifs. Ces activités visent à élaborer une vision commune et durable pour la gestion des médinas historiques. Les participants, composés d'experts como-

riens et internationaux, travailleront également à finaliser le dossier d'inscription des médinas des sultanats comoriens au patrimoine mondial de l'UNESCO, un objectif ambitieux prévu pour février 2025. Cet événement témoigne de l'engagement des acteurs locaux et internationaux à préserver un héritage précieux. Il s'agit non seulement de protéger ces sites historiques, mais aussi de leur redonner une place centrale dans l'histoire et la culture comorienne. À travers cette mobilisation collective, les Comores réaffirment leur ambition de valoriser leur patrimoine et de lui offrir une reconnaissance internationale.

Mohamed Ali Nasra

## DROIT DE RÉPONSE

Le gouvernement souhaite apporter quelques précisions suite à l'article publié par La Gazette du 27 novembre, portant sur l'organisation du Festival des Arts Contemporains des Comores (FACC).

Le gouvernement comorien considère que la sortie médiatique de Madame Ousseni est au moins maladroite, sinon pleinement malhonnête.

Le gouvernement tient à rappeler que ce festival est une initiative personnelle de ses promoteurs, qui ne concerne en rien les autorités comoriennes, qui l'ont pourtant et malgré tout, toujours soutenu financièrement depuis sa première édition.

Chaque édition de ce festival a toujours bénéficié d'un soutien financier du gouvernement.

Pour rappel, pour l'édition de 2018, le gouvernement a décaissé 30 millions de francs comoriens et 20 millions de francs comoriens pour l'édition 2022.

Nous n'aurons pas l'inélégance de citer ici les plaintes que le gouvernement a reçu venant d'artistes comoriens qui n'auraient pas reçu leurs cachets à la suite de leur prestations lors du festival.

Pour l'édition 2024, le gouvernement a demandé aux promo-

teurs un budget détaillé de l'événement et a reçu une fin de non-recevoir.

Les promoteurs ont simplement refusé de partager leur budget détaillé comme ils ont toujours refusé de partager les bilans financiers des éditions précédentes.

Comment pouvez-vous demander un financement au gouvernement sans jamais vouloir dire de quelle manière l'argent du contribuable comorien va être utilisé?

Aujourd'hui à la 6ème édition, le FACC n'a jamais été capable de démontrer un impact positif quelconque sur les arts et les artistes comoriens, seule contrepartie qu'attendait le gouvernement pour son soutien financier.

Le gouvernement ne peut accepter un tel manque de respect vis-à-vis des comoriens les contributeurs ultimes financier qu'il accorde au FACC ou à tout autre acteur culturel et artistique.

Cependant, le gouvernement se réserve l'initiative de prospecter de nouveaux horizons pour soutenir plus fermement les initiatives visant à l'épanouissement de la culture et des arts, notamment contemporains, et à la promotion d'un dialogue constructif et positif différents acteurs de la scène culturelle et artistique des Comores.

**Le Département Communication  
du Secrétariat Général du Gouvernement**

## JEUX DES ILES 2027 :

## On ne doit pas organiser les jeux pour perdre

Le plus difficile fût peut-être la mise en place du Comité d'Organisation des Jeux des Îles (COJI-COMORES), c'est en tout cas, chose faite depuis la semaine dernière avec la nomination de Mohamed Issimaila comme Monsieur jeux. C'est en tout cas, le côté folklore de l'événement. Le reste doit être une affaire de bon sens et une bonne approche pour faire en sorte que les infrastructures qui seront construites puissent apporter des résultats sur le terrain.

L'adage du baron, Pierre de Coubertin, « l'essentielle est de participer », ne tient plus aux Comores, surtout depuis que les Cœlacanthes nous ont habitués à gagner. Plus sérieux, les Comores doivent dépasser cette phase d'une participation à minima, et de surcroît dans une zone indio-océanique où tout semble à la portée des athlètes comoriens à condition, que les instances puissent y met-

tre un peu du sien. C'est en tout cas le souhait de nombreux comoriens, et des acteurs du sport en particulier. Dans moins de deux ans, les Comores doivent accueillir la grande famille olympique de la rive sud de l'océan indien, et le moins que l'on puisse dire est que les conditions de préparations des athlètes laissent à désirer pour ne pas dire quasi-inexistantes. Jusqu'à ce jour aucune fédération n'a proposé un vrai programme de préparation qui doit aboutir à la bonne préparation de ses athlètes.

Pire, le Comité Olympique des Îles Comores (COSIC) est beaucoup plus préoccupé par les prochaines élections au lieu de formaliser un document de préparation pour les disciplines qui seront en lice aux jeux de 2027 aux Comores. Lorsqu'on sait que la plupart des fédérations affiliées au Comité Olympique peinent à organiser des compétitions régulièrement (championnat) faute de moyens, il serait

grand temps que la maison mère du sport comorien, avec l'aide de cette commission des jeux nouvellement mise en place puissent plaider auprès des autorités (Gouvernement) pour la mise en place d'une cagnotte (subventions) spéciale pour aider les différentes fédérations à organiser et préparer leurs athlètes.

Il est inconcevable que tous les efforts de l'État soient dirigés tout simplement vers l'équipe nationale de football, alors que des fédérations peinent à boucler un voyage (Pétanque) pour un championnat du monde, ou à participer (Basketball) à une compétition continentale, alors que c'est dans ces genres de compétitions que nos athlètes peuvent prendre de l'expérience, et avoir de la valeur ajoutée sur leur niveau. Pour prendre part à un tournoi régional, continental, ou international, les petites fédérations sont obligées de batailler fort pour ne serait-ce qu'avoir les billets des athlètes. Une



Stade de maluzin.( Photo d'illustration)

situation combinée à leur incapacité d'organiser les championnats locaux peut constituer à terme un cocktail explosif, avec un effet boomerang qui risque d'exploser d'un moment à l'autre.

Et pourtant, si le gouvernement décidait de mettre du sien dans la préparation, le pays regorge de talents dans des disciplines (pétanque, handball, basket-ball, boxe, judo, haltérophilie, nage ...) qui n'ont jamais déçu à chaque fois qu'elles sont

de sortie dans les différentes compétitions auxquelles elles prennent part. En mettant les moyens sur ces dernières, on sait qu'il n'a rien à perdre, au contraire, il peut tout gagner en offrant la possibilité aux jeunes sportifs d'évoluer dans les meilleures conditions possibles, et dans le même temps être en capacité de remmener des médailles et des victoires, dont le pays a tant besoin.

Imtiyaz

## UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*\*\*

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

**Systemes d'Information**  
(Conception, Fourniture et Installation)  
(Sans Préqualification)

**Appel d'Offres No** : N°DOF/24/03/ PADSF/BCC/MFB  
**Projet** : Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF)

**Acheteur** : Banque Centrale des Comores (BCC)

**Pays** : Union des Comores

**Intitulé du Marché** : Acquisition d'une Plateforme De Paiements Numériques Pour Les Institutions Financières Décentralisées Et Sa Mise En Œuvre

**Prêt/Crédit/don No** : IDA-67070 / IDA-D6760

Emis le : 22 Novembre 2024

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le PADSF, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché pour l'acquisition et l'installation d'une plateforme de gestion d'un réseau d'agents bancaires.

2. L'Unité de Gestion de Projet sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour le marché mentionné au point 1, en un lot unique.

3. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence internationale (AOI) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque Mondiale du nouveau cadre de passation de marché de juillet 2016 et les mises

à jour de Novembre 2017, Août 2018, et Septembre 2023 ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de PADSF sise à la Banque Centrale des Comores, Moroni, Place de France, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8h30 à 14h30 et le vendredi de 8h30 à 11h00 (heure locale, GMT+3) à l'adresse mentionnée ci-dessous.

5. Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante ci-dessous au plus tard **le Mardi 24 Décembre 2024 à 10h00 (GMT+3)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Chaque soumissionnaire doit, en plus de la version physique de l'offre, inclure une clé USB contenant l'intégralité de l'offre. Toutefois, en cas de divergence, la version physique fera foi. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représen-

tants des soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée.

7. Toutes les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de deux millions deux-cent cinquante mille francs comoriens (KMF 2 250 000), ou son équivalent en monnaie convertible valable pour une période de 120 jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont)  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Mme Housna THABIT, Coordonnatrice Nationale  
Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 -  
Email : [Housna.UGP@banque-comores.km](mailto:Housna.UGP@banque-comores.km)  
[SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km](mailto:SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km)



## APPEL A CANDIDATURES

### FORMATION DES FEMMES CANDIDATES AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET COMMUNALES 2025

Le PNUD et ECES lancent un appel à candidature pour la formation des **Femmes candidates** aux élections législatives et communales du 12 et 16 janvier 2025.

Cette formation se situe dans le cadre de la mise en œuvre des projets « **Appui à l'Autonomisation, l'Engagement et l'Expression à travers l'éducation civique (E3CE)** » financé par USAID et mis en œuvre par le PNUD, et « **renforcement de la protection sociale et de la participation des femmes, des jeunes et de la société civile – Shawiri** », financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium mené par ECES.

L'objectif de la formation est de renforcer le leadership politique des femmes pour participer de façon effective à la prise de décision dans la gestion des affaires publiques.

Les partis politiques ou les candidates indépendantes dont les candidatures ont été acceptées par la CENI et désireux de bénéficier de cette formation, peuvent faire parvenir leurs noms, prénoms, affiliation institutionnelle, téléphones et emails de leurs candidates, au plus tard à **17h00 le 26 novembre 2024** à l'adresse mail suivante: [registry.km@undp.org](mailto:registry.km@undp.org)

Pour l'efficacité de la formation, le nombre de places est limité à **50 participantes à Mwali, 200 à Ndzouani et 200 à Ngazidja**. Pour chaque île, les postulantes seront retenues pour la formation par ordre d'arrivée jusqu'à concurrence des places disponibles. Les formations seront conjointement animées par le PNUD et le Projet SHAWARI/ECES en collaboration avec la CENI, suivant le calendrier ci-après :

Anjouan : 02- 03 décembre 2024  
Mohéli : 05 - 06 décembre 2024  
Ngazidja: 09 -13 décembre 2024

# APPEL À CANDIDATURE

## ATELIER

### de formation sur le leadership féminin en période électorale.

Vous êtes Comorienne, déterminée à faire entendre votre voix ?  
Vous êtes engagées pour des changements transformationnels de la société ?

**Cet atelier de formation en leadership est fait pour vous alors inscrivez-vous !**

**Rejoignez-nous** et bâtissons ensemble un avenir où les femmes joueront un rôle central dans les décisions politiques.

Date limite D'inscription  
**28**  
Novembre  
2024